



Financé par  
l'Union Européenne

## Termes de référence

### CONSULTANT POUR REALISATION D'UNE MINI ETUDE DEVANT RENSEIGNER LES RESULTATS IMMEDIATS DE ASARANGA

(Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire, au Renforcement Agricole et à l'Amélioration Nutritionnelle dans la Grand'Anse)

#### Zone d'implémentation & Durée du projet :

Le projet est prévu pour une durée de 3 ans (Novembre 2018 Octobre 2021) dans les zones suivantes :

**Département :** Grand'Anse

**Communes :** Beaumont, Jérémie et Roseaux

**Section communale :** 1<sup>ère</sup> Beaumont/Cassanette, 2<sup>ème</sup> Moulines, 3<sup>ème</sup> Chardonnette, 1<sup>ère</sup> Basse Voldroque, 2<sup>ème</sup> Haute Voldroque, 3<sup>ème</sup> Haute Guinaudée, 4<sup>ème</sup> Basse Guinaudée, 1<sup>ère</sup> Carrefour Charles, 2<sup>ème</sup> Fonds Cochon, 3<sup>ème</sup> Grand Vincent et 4<sup>ème</sup> Les Gommiers

<b>Equipe d'implémentation</b>	<b>Cooperative and Assistance for Relief Everywhere (CARE), Action Aid Haiti (AAH) et Konbit Peyizan GRANDANS (KPGA)</b>
<b>Groupes cibles</b>	2500 agriculteurs ; Au moins 3300 femmes vulnérables aux crises alimentaires à travers des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) ou/et Activités Génératrices de Revenus (AGR) 60 organisations de base ou réseaux d'organisations paysannes et leurs membres (Groupes Producteurs de Semences Artisanales (GPAS), Groupes Santé Bête, Plantes (GSBP), irrigation, réseaux, etc.) ; 9 coopératives ou associations de paysans ; 28 prestataires de santé, 11 Agent de Santé Communautaire Polyvalent (ASCP), 33 Autorités Locales (AL), et des agents de services des institutions publiques (IP)/déconcentrés départementaux et locaux.
<b>Objectif du projet</b>	<b>Objectif global :</b> Contribuer à l'augmentation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables affectés par le passage de l'ouragan Matthew dans les communes de Jérémie, Beaumont et Roseaux.
<b>Bailleur</b>	Union Européenne (11e Fonds Européen de Développement)
<b>Personne de contact</b>	Coordination avec le <i>chef de projet ASARANGA</i> Magalie F. Benjamin, magalie.benjamin@care.org



Financé par  
l'Union Européenne

## Contexte General

Conçu pour une durée de 3 ans à partir du mois de novembre 2018, les activités réelles du projet ASARANGA sur le terrain ont débuté vers le mois de mai 2019 peu après la tenue de l'étude de base. Depuis, de nombreuses interventions ont eu lieu dans le sens de la poursuite des objectifs fixés en utilisant notamment comme stratégie une imbrication de plusieurs modalités de transfert monétaire pour réussir à appuyer la sécurité alimentaire dans ses zones d'intervention, renforcer l'agriculture et améliorer l'état nutritionnel des ménages vulnérables bénéficiaires du projet.

Certains des indicateurs de niveau résultat immédiat définis (liste en dessous) sont à mesurer en vue dans le cadre de cette mini étude qui se donne pour mission de commencer à dessiner le profil de l'impact du projet dans ses zones d'intervention.

## Description du projet

Situé dans la pointe Sud 'Ouest d'Haïti, le département de la Grand 'Anse est exposé aux risques de sécheresse, d'inondation, de glissement de terrain et de tremblement de terre<sup>1</sup>. Il a été frappé par la sécheresse de 2015/2016, fortement dévasté par l'ouragan Matthew de catégorie 4 en octobre 2016 et également affecté par les intempéries d'avril/mai 2017.

Les effets de ces sinistres sont très importants pour le département et maintiennent la population dans un cercle vicieux de pauvreté. Les résultats suivants en témoignent :

- Selon les données de l'EMMUS-VI (2016-2017), près de 7 ménages sur 10 (69.7%) dans le département de la Grand'Anse se trouvent dans les deux plus bas quintiles de bien-être économique.
- L'analyse IPC<sup>2</sup> du CNSA d'Octobre à Décembre 2018 soutient que 37% de la population de la Grand'Anse sont en situation de crise ou d'urgence alimentaire.
- Les données de l'EMMUS-VI (2016-2017) estiment que plus d'un enfant sur cinq (22%) de moins de cinq ans présentent un retard de croissance au niveau du département ; seulement 7.4% des enfants de 6 à 23 mois au niveau de la Grand'Anse ont reçu un minimum alimentaire acceptable le jour précédent l'enquête.
- L'agriculture reste l'occupation principale d'une grande partie de la population, surtout des hommes. En effet, 59% des hommes et 10.1% des femmes parmi celles ayant eu un emploi au cours de la dernière année (82.9% des hommes et 55.4% des femmes interviewés) ont pratiqué l'agriculture comme occupation.

C'est dans ce contexte d'insécurité alimentaire aigue, de catastrophes répétées, de problèmes nutritionnels et d'insécurité économique que le consortium composé de

<sup>1</sup> <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/Rapport-Cartographie-multi-risque-total-fin--ok.docx.pdf>

<sup>2</sup> [https://www.clio-haiti.org/IMG/pdf/ipc\\_haiti\\_dec\\_18\\_fiche\\_de\\_communication\\_version\\_finale\\_1\\_.pdf](https://www.clio-haiti.org/IMG/pdf/ipc_haiti_dec_18_fiche_de_communication_version_finale_1_.pdf)



Financé par  
l'Union Européenne

CARE, AAH et KPGA ont débuté avec le projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire, au Renforcement Agricole et à l'Amélioration Nutritionnelle dans la Grand'Anse (ASARANGA) au niveau des communes de Beaumont, de Jérémie et de Roseaux en novembre 2018.

Le projet ASARANGA a pour objectif principal de contribuer à l'augmentation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes vulnérables affectés par le passage de l'ouragan Matthew dans les communes de Jérémie, Beaumont et Roseaux.

Spécifiquement, le projet vise à :

- Accroître la résilience des plus vulnérables et les capacités des ménages exposés et en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration de la productivité, la protection des moyens d'existence, l'augmentation de revenus et le renforcement du système de prévention, dépistage et stabilisation nutritionnelle.
- Renforcer les capacités et la gouvernance des Autorités Locales (AL) et Institutions Publiques (IP) locales et départementales à proposer une offre de services réduisant l'impact des chocs et la fréquence des crises alimentaires.

Pour arriver à ses fins, le projet a mis en œuvre des activités s'articulant autour de quatre (4) résultats principaux qui peuvent être considérés comme les 4 volets du projet :

- **Résultat 1** : Amélioration de la productivité agricole par une démarche d'agroécologie ;
- **Résultat 2** : Diversification des sources de revenus (épargne, génération de revenus, renforcement de filières, commercialisation, associations, prévention et accès et renforcement de l'équité de genre) ;
- **Résultat 3** : Nutrition et systèmes de prévention et de prise en charge de la malnutrition ;
- **Résultat 4** : Résilience communautaire, collective et publique, avec le renforcement des capacités, de l'organisation et de la gestion des acteurs clés, en particulier les Autorités Locales (AL) et Institutions Publiques/Instances Décentralisées (IP).

Ces quatre (4) volets méthodologiques sont étroitement liés, et les activités respectives s'entrelacent, se complètent et reposent fortement l'une sur l'autre.

Le projet vise aussi à promouvoir la participation des femmes et des jeunes comme acteurs clés dans la mise en œuvre des activités, l'égalité femmes/hommes, une approche intégrée et une approche basée sur les droits et plaidoyer.

Les activités du projet couvriront l'ensemble des sections de Beaumont et Roseaux. Sur Jérémie, les sections 1,2,3 et 4 seront ciblées.

Le projet cible 2500 agriculteurs dont 375 agriculteurs modèles avec 40% de femmes. Le projet a ciblé plus particulièrement 3300 femmes et leurs ménages soit environ 16 000



Financé par  
l'Union Européenne

personnes. Ces femmes sont principalement des membres des AVEC. Le projet a visé un total de bénéficiaires finaux de 116,061 personnes puisqu'à travers de ses actions il a travaillé avec les ASEC et CASEC pour le développement des plans de développement résilients pour les sections.

Après environ trois ans d'implémentation, il est de bon ton d'aller regarder si toutes les actions menées dans le cadre de ce projet constituent déjà une base pour la concrétisation des objectifs fixés. C'est dans cette optique que cette étude va se tenir. Ce document sert de guide à la conception et à l'implémentation des activités pour la réalisation de l'étude à mi-parcours.

### *Objectif et portée de l'étude :*

Cette mini étude s'inscrit dans le cadre global de l'étude finale du projet. Elle prétend de renseigner tous les indicateurs de résultats immédiats pour donner une idée de ce que seront les impacts du projet.

### *Objectifs spécifiques de l'étude*

- Evaluer de manière objective les résultats immédiats du projet ;
- Une revue documentaire des rapports, documents, et données du système suivi évaluation qui existent déjà du projet
- Comprendre les données qualitatives—tel que la cartographie des effets ou le changement le plus significatif—qui puisse montrer les résultats du projet.
- Faire ressortir les signes précoces d'impacts et la durabilité des résultats du projet ;
- Faire des recommandations et proposer des orientations claires, pertinentes et réalistes pour l'étude finale du projet.

### *Principaux documents de référence*

Les Rapports d'activités, évaluation internes, et bases de données seront fournis. D'autres documents jugés pertinents pour la mission par l'évaluateur pourront être fournis sur demande.

### *Questions relatives à l'étude*

La présente étude doit concerner tous les aspects du projet et devra répondre, notamment, aux principales interrogations suivantes :

Thématique	Questions de recherche	Indicateurs
<b>Sécurité alimentaire</b>	1. Quel est le niveau de l'insécurité alimentaire dans les zones cibles particulièrement au niveau des ménages et chez les enfants ?	% des ménages avec un IPC crise, urgence, et famine/catastrophe
		Score de Diversité Alimentaire des ménages (SDAM)
		Score de consommation alimentaire de la population cible



Financé par  
l'Union Européenne

	2. Quelle proportion de la population cible se trouve en insécurité alimentaire (par commune/ section communale) ?	Proportion des enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable (MAD)
<b>Résilience</b>	3. Quel est le niveau de résilience des ménages ciblés face aux chocs environnementaux et économiques ?	Niveau de résilience des ménages ciblés face aux chocs environnementaux et économiques Indice des stratégies de survie (CSI)
	4. Quels sont les pires et les meilleures stratégies utilisées par les ménages en cas de choc ?	% de ménages qui ont utilisé une ou plusieurs des mesures promues pour protéger leurs actifs productifs lors du dernier choc/risque (par type d'actifs et type de chocs)
<b>Gouvernance</b>	5. Quelles sont les structures existantes (IP) et fonctionnelles en termes de gestion de la SAN et en quoi leurs actions sont guidées par les plans disponibles ? 6. Quelle est la perception de la communauté sur ces institutions publiques et les autorités locales ?	Niveau de satisfaction des communautés ciblées par rapport aux services offerts par les AL et IP avec un rôle dans la dynamique d'accroissement de la résilience ;
		Nombre d'organisations et instances locales en coordination et nombre de membres affectés
		# de structures de Coordination (CTD, CDGRD, CCPC) et d'OCB existantes/fonctionnelles pour la gestion et les crises SAN, et les alertes (sécheresse, inondation)
		% Performance des institutions locales à offrir leurs services d'accompagnement technique, de prévention, et de mise en œuvre des politiques et de leur suivi (SAN, climat, reforestation) sur la base d'une approche multisectorielle
<b>Agriculture</b>	7. Quels sont les besoins des agriculteurs pour avoir des produits résilients face aux changements climatiques et un rendement amélioré ? 8. Qui sont les agriculteurs modèles et quels sont les déterminants d'un agriculteur modèle ?	% d'agriculteurs utilisant au moins 3 méthodes de production agricole adaptées incluant les pratiques de conservation de l'eau (ventilé par sexe);
		Nombre d'hectares de terre qui doivent être réhabilitée ;
		Rendement par unité de terre (par type de cultures)
		# agriculteurs formés à la bonne gestion de l'eau et à la résilience à la sécheresse deux ans avant le projet
		# micro systèmes d'irrigation installés ou améliorés



<p><b>Vulnérabilité économique</b></p>	<p>9. Quelle proportion des ménages des zones cibles vivent dans la pauvreté ?</p> <p>10. Quelle proportion des ménages des zones cibles sont vulnérables économiquement ?</p> <p>11. Quelle proportion des ménages ont des membres qui ont des AGR ?</p> <p>12. Quelle proportion des ménages ont des membres qui font partie des AVEC/MUSO ?</p> <p>13. Quels sont les besoins en termes de renforcement de la résilience économique des ménages ?</p>	<p>Indice de Vulnérabilité Économique des ménages ciblés</p> <p>Proportion des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté nationale (par commune et section communale)</p> <p>Niveau de la diversification des revenus ;</p> <p>Niveau des revenus</p> <p>% des personnes ciblées qui adoptent des bonnes pratiques en négociation/marketing et stockage</p> <p>Nombre de groupe d'AVEC existant/fonctionnel</p> <p>Nombre de ménages ayant au moins un membre d'AVEC</p> <p># de personnes impliqués dans les AVEC (ventilé par sexe et groupe d'âge)</p> <p># de ménages ou au moins un membre possède une AGR</p> <p># de membres formés à la gestion d'AGR</p> <p># d'agents villageois existants au niveau des anciens groupes (par sexe et groupe d'âge)</p>	
	<p><b>Nutrition</b></p>	<p>14. Quels sont les prestataires de soins et les programmes de nutrition existants dans les zones cibles ?</p> <p>15. Quelle proportion des ménages sont sensibilisés et conscientisés sur la nutrition ?</p> <p>16. Quels sont les besoins des zones cibles en termes de nutrition ?</p>	<p>Nombre de programme de nutrition mis en œuvre dans les zones cibles au cours des trois dernières années</p>

### Méthodologie

La méthodologie comprendra les éléments suivants : une revue documentaire des tous les rapports produits par le projet, entretien avec le personnel technique et administratif impliqué et une enquête avec des techniques quantitatives et qualitatives de collecte des données sur les indicateurs du projet. Cependant un document de méthodologie (qui fait partie de l'offre technique) sera présenté par le consultant sélectionné, comprenant les éléments suivants :

- a) Une approche méthodologique détaillée, y compris, les questions clés de la recherche, les indicateurs définis, le cadre d'échantillonnage, et des outils de collecte de données, etc. La méthodologie devrait combiner une large gamme de



méthodes (par exemple quantitative, qualitative et participative), les outils et les sources d'information pour permettre la triangulation de l'information et d'assurer l'impartialité.

- b) Un planning de l'étude qui suit le calendrier proposé dans les présents termes de référence.

### Résultats attendus de l'étude

L'étude doit mesurer les progrès sur les indicateurs retenus du projet notamment sur le niveau des moyens de subsistance, les sources de revenu et niveau de revenu ainsi que l'accès de la population à l'alimentation. L'étude doit aussi montrer le niveau actuel par rapports aux indicateurs de l'étude de base.

### LIVRABLES ET CRITERES DE QUALITE

LIVRABLES	Critères de qualité	Date
Rapport de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compréhension du mandat par le consultant</li> <li>- Méthodologie disponible : démarche et outils proposés disponibles, normes et éthiques internationales en matière d'étude sont prises en compte dans la méthodologie, la pertinence des outils d'enquêtes et de la grille d'analyse est établie, ainsi que la matrice évaluative</li> <li>-Echantillon propose</li> <li>Plan pour le partage de données de façon responsable établie (anonyme, avec la protection des participants)</li> </ul>	Fin de semaine 1
Un rapport intermédiaire de l'étude à mi-parcours conforme aux objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données primaires fiables : données et informations recueillies sont conformes à la réalité sur terrain, leur véracité est vérifiée et démontrée</li> <li>Le processus du consentement des participants dans les enquêtes, FGD, etc est documenté</li> <li>Les histoires documentées (avec le consentement des participants) des participants ayant vécu les résultats ou bénéfices dans les programmes</li> <li>- Les forces et faiblesses de l'approche sont analysées et démontrées,</li> <li>- Les atouts et contraintes de la stratégie de mise en œuvre sont bien définis et ressortis,</li> <li>- Les bonnes pratiques à capitaliser et les leçons à tirer sont identifiées,</li> <li>- Les recommandations pratiques et réalisables sont disponibles</li> </ul>	Fin de semaine 3



Un rapport final d'étude à mi-parcours validé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intègre une synthèse des résultats de l'étude à mi-parcours</li> <li>- L'approche participative et l'implication des cibles dans la finalisation et la validation du rapport sont optimisées ;</li> <li>- La méthodologie et les résultats de l'étude sont conformes aux objectifs spécifiques</li> </ul>	Fin de semaine 5
---	--	------------------

### *Rôle du commanditaire*

CARE jouera un rôle actif et échangera avec le consultant tout au long de l'étude. Elle organisera les rencontres nécessaires pour le bon déroulement de l'étude et s'engage à fournir un appui logistique et tout complément d'informations à la demande du consultant. Il s'assurera aussi de la neutralité du consultant ainsi que de la mise en œuvre de la méthodologie proposée. CARE s'assurera que les parties prenantes du projet soient disponibles et ouverts à la démarche du consultant.

### *Profil et expertise du consultant recherchés*

- Formation universitaire de niveau maîtrise au minimum dans le domaine des sciences agronomiques, sciences politique, sociologie, économie rurale ou gestion des projets ;
- Au moins 5 ans d'expérience dans l'exécution et étude des projets de développement agricole ;
- Expérience en Evaluation de projets de développement ;
- Bonne connaissance et expérience établie d'au moins 5 ans de la problématique de résilience, accès aux marchés ;
- Bonne connaissance de la problématique du développement agricole, du marché des intrants en Haïti ou dans la région ;
- Expérience de travail avec les organisations de producteurs ;
- Bonne connaissance de la méthodologie VSLA ;
- Parfaite connaissance de la langue française.



Financé par  
l'Union Européenne

### *Durée et Calendrier de l'étude*

Cette consultation s'étendra sur une période de 25 jours de travail suivant le calendrier ci-après défini :

Activités Envisagées	Période	Jours
Préparation et Briefing	13 au 15 Sept. 21	3
Présentation du plan de travail final	16 Sept. 21	1
Formation des enquêteurs	17 et 18 Sept. 21	2
Collecte de données sur le terrain	20 Sept. Au 1 Oct. 21	10
Traitement, analyse des données	4 au 8 Oct. 21	5
Partage et Présentation du rapport provisoire (atelier avec les partenaires) pour commentaires	11 Oct. 21	1
Correction et inclusion des commentaires	13 et 14 Oct. 21	2
Rapport Final	15 Oct. 21	1

### *livrables seront les suivants :*

- Avant le déplacement sur le terrain : Plan de travail incluant les méthodes à appliquer dans la revue mi-parcours ; (La méthodologie : Approche, méthodologie, description des utiles, organisation du travail en terrain, l'équipe, plan de travail, etc.)
- A la fin de l'étude : Une version provisoire suivie d'une version finale du rapport à mi-parcours en français qui comprendra les éléments suivants : Un résumé exécutif capable de répondre aux questions d'étude incluses dans les termes de référence et le document complet comprenant les éléments repris ci haut, par composante.

### *Les propositions devront fournir les éléments suivants :*

- Lettre d'accompagnement détaillant l'aptitude de l'entreprise ou de l'individu pour l'affectation et les coordonnées actuelles.
- Proposition technique et financière,
- CV des personnes clés à impliquer à chaque étape et les autres documents en annexe.

**Envoyez votre dossier complet à [Ivenert.Amelus@care.org](mailto:Ivenert.Amelus@care.org) le 21/09/2021 à 16h00 au plus tard.**